

DYNAMIQUES DES AGRICULTURES BIOLOGIQUES

Effets de contexte et appropriations



Coordination

Aurélie CARDONA, Fanny CHRÉTIEN,
Benoît LEROUX, Fabrice RIPOLL, Delphine THIVET

Dynamiques
des agricultures
biologiques

Effets de contexte
et appropriations

Le développement de la filière AB est un enjeu et une priorité pour le Conseil régional d'Île-de-France. Ainsi depuis 2008 plus d'une quinzaine de thèses et post-doctorats de différentes disciplines ont été financés sur cette thématique via le dispositif DIM *Agrosociences, Écologie des Territoires, Alimentation* (ASTREA). L'interdisciplinarité est particulièrement importante sur ce thème qui nécessite une réflexion sur l'organisation de la production agricole, et demande des innovations techniques, économiques et sociétales de la parcelle aux territoires.

Cet ouvrage a été initié par un collectif interdisciplinaire regroupant d'anciens allocataires du DIM ASTREA : Aurélie Cardona, Julien Blanc et Benoit Leroux. Réunissant 13 auteurs, il permet de diffuser largement les connaissances acquises par la recherche vers les acteurs socio-économiques. Le DIM ASTREA a tenu à soutenir la publication de ce livre pour permettre une meilleure valorisation des résultats obtenus et soutenir une initiative interdisciplinaire sur le thème de l'AB. Plus d'information sur le DIM ASTREA : www.dim-astrea.fr.



Dynamiques des agricultures biologiques

Effets de contexte et appropriations

Coordination

Aurélie Cardona, Fanny Chrétien, Benoît Leroux,
Fabrice Ripoll et Delphine Thivet

Dans la même collection

- *L'alimentation sous contrôle : tracer, auditer, conseiller*, L. BONNAUD, N. JOLY, 2012.
- *Au plus près de l'assiette, Pérenniser les circuits courts alimentaires*, A.H. PRIGENT-SIMONIN, C. HÉRAULT-FOURNIER, 2012.
- *Repenser la protection des cultures*, P. RICCI, S. BUI, C. LAMINE, 2011.
- *Élevages et environnement*, S. ESPAGNOL, P. LETERME, 2011.
- *La lutte biologique*, L. SUTY, 2010.
- *Transitions vers l'agriculture biologique*, C. LAMINE, S. BELLON, 2009.
- *Conseil et développement en agriculture, quelles nouvelles pratiques ?* C. COMPAGNONE, C. AURICOSTE, B. LÉMERY, 2009.
- *La troublante histoire de la jachère*, P. MORLON, F. SIGAUT, 2008.
- *Conserver les zones humides : pourquoi, comment ?* G. BARNAUD, E. FUSTEC, 2007.
- *Conseiller en agriculture*, J. RÉMY, H. BRIVES, B. LÉMERY (coord.), 2006.
- *Bien-être animal et travail en élevage*, J. PORCHER, 2004.

Édition : Laetitia Perrier

Conception de la maquette de la collection et couverture : Brigitte Mignotte

Montage PAO : Brigitte Mignotte

Coordination de l'infographie : Dominique Azan

Infographie : Dominique Azan et Éric Souverbie

Photo de couverture : © R. Seidelraystorm – Fotolia.com

Filigrane de couverture : Allégorie de la Science. Statue de Jules Blanchard située sur le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris.

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) – 20 rue des Grands-Augustins 75006 Paris – Tél : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19.



© Educagri éditions/Éditions Quæ, 2014
ISBN (Éditions Quæ) : 978-2-7592-2160-8
ISBN (Educagri éditions) : 978-2-84444-966-5
ISSN : 1768-2274

Educagri éditions
BP 87999 - 21079 DIJON CEDEX
Tél. 03 80 77 26 32 - Fax 03 80 77 26 34
www.editions.educagri.fr editions@educagri.fr

Éditions Quæ
RD 10 78026 VERSAILLES CEDEX
Tél. 01 30 83 35 48 - Fax 01 30 83 34 49
www.quae.com

Sommaire

| | |
|---|-----|
| REMERCIEMENTS | 7 |
| INTRODUCTION | 9 |
| Partie 1. Dynamiques d'organisation des agricultures biologiques | 19 |
| Chapitre 1. Une perspective sociohistorique des agricultures biologiques en France | 21 |
| 1. Industrialisation agricole, industrialisation de guerre... | 24 |
| 2. Émergence des agricultures biologiques en France | 27 |
| 3. Singularités territoriales et caractéristiques agrobiologiques communes | 36 |
| 4. Bilan et perspectives | 41 |
| Chapitre 2. Quantifier et cartographier l'agriculture biologique des années 1980-90 en France | 45 |
| 1. Une diffusion difficile à évaluer | 46 |
| 2. Des lieux et des mouvements | 47 |
| 3. D'une méthode à l'autre | 49 |
| Chapitre 3. Vers une nouvelle redéfinition des vins d'appellation d'origine ? | 57 |
| 1. De la production productiviste à la production biologique | 58 |
| 2. Du militantisme à la rationalité économique | 66 |
| Chapitre 4. La Vía Campesina et l'appropriation de l'agroécologie | 75 |
| 1. L'agroécologie, un nouveau pilier | 77 |
| 2. Des voies plurielles de conversion à l'agroécologie | 85 |
| Partie 2. Trajectoires d'agriculteurs et appropriation du métier | 93 |
| Chapitre 5. Apprendre et se tester avant de s'installer en maraîchage biologique | 95 |
| 1. L'installation agrobiologique | 98 |
| 2. La contextualisation des expériences de parrainage | 105 |
| Chapitre 6. La conversion à l'agriculture biologique | 117 |
| 1. Essor de l'agriculture biologique | 120 |
| 2. Entre cheminement personnel et revendication professionnelle | 125 |
| Chapitre 7. Changement social et modernisation écologique au Brésil | 133 |
| 1. Agriculture biologique et agriculture familiale | 135 |
| 2. Trajectoires locales de développement de l'agriculture biologique | 138 |

| | |
|--|-----|
| Chapitre 8. Pratiques alternatives d'agriculteurs familiaux biologiques | 151 |
| 1. Le système brésilien de certification biologique | 153 |
| 2. Naissance de l'organisation de contrôle social | 158 |
| 3. Contexte et pratiques des agriculteurs familiaux bio | 161 |
| Partie 3. Entre alliances et frictions autour des agricultures « alternatives » | 171 |
| Chapitre 9. Quand la bio est soutenue par des défenseurs de l'agriculture... paysanne | 173 |
| 1. Contexte de production du concept AMAP et de la cause à défendre | 176 |
| 2. Contexte d'appropriation du concept en Basse-Normandie | 185 |
| Chapitre 10. Les AMAP : un impact variable sur les adhérents et le territoire | 195 |
| 1. Trajectoires et profils des AMAP | 199 |
| 2. Effets de l'adhésion à une AMAP | 201 |
| 3. Effets des AMAP sur le territoire | 203 |
| 4. Diffuseurs d'informations et de pratiques alternatives | 204 |
| Chapitre 11. Accompagner l'agriculture bio en région de grande culture intensive | 211 |
| 1. Tendances | 213 |
| 2. Divergences | 216 |
| 3. Concurrences | 219 |
| 4. Influences | 221 |
| Chapitre 12. Acteurs non-agricoles et changements de pratiques agricoles | 225 |
| 1. Des initiatives multi-acteurs en faveur des transitions | 227 |
| 2. Remettre en lien l'agriculture et son milieu social et naturel | 229 |
| 3. Proximité et transitions vers des formes d'agricultures écologisées | 232 |
| TABLE DES SIGLES ET ACRONYMES | 237 |
| BIBLIOGRAPHIE | 241 |
| LES AUTEUR-E-S | 259 |

REMERCIEMENTS

Ce livre a bénéficié des relectures attentives de Stéphane Bellon, Jean Foyer, Camille Hochedez, Claire Lamine, Pascale Moity-Maïzi, Christian Mouchet, Jean Nizet, Guillaume Ollivier et Denise Van Dam. Nous les remercions pour ce travail important. Néanmoins, selon la formule consacrée, le contenu de ces textes n'engage que leur(s) auteur-e-s.

Ce projet n'aurait pu voir le jour sans le soutien de la région Île-de-France qui a financé la publication de cet ouvrage par l'intermédiaire du DIM ASTREA (Agrosciences, Territoires, Écologie, Alimentation). Nous souhaitons en particulier remercier Sabine Riou pour sa patience et son engagement.

D'autres personnes ont également soutenu notre démarche. Elles se reconnaîtront en lisant ces lignes, mais parmi elles, nous voulions remercier particulièrement Sophie Viaris pour ses conseils avisés.

Nous exprimons également notre gratitude envers la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) qui a financé les journées d'études « Les territoires de la bio : dynamiques de l'agriculture biologique en fonction des effets de contextes » à la Bergerie de Villarceaux, les 1^{er} et 2 octobre 2012.

Merci aussi au LADYSS et au CESSP qui ont accueilli notre séminaire en 2010-2012, ainsi qu'à la Bergerie de Villarceaux, lieu de concrétisation de notre travail collectif dont résulte cet ouvrage.

INTRODUCTION

Aurélie Cardona, Fanny Chrétien, Benoît Leroux et Fabrice Ripoll

Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif mené sur plusieurs années par des chercheur-e-s ancré-e-s dans différentes disciplines de sciences sociales (anthropologie, sociologie, géographie, sciences de l'éducation). Malgré la diversité de nos terrains d'enquête respectifs, de nos questionnements et de nos approches, nous sommes parvenus à un constat commun : de nombreuses formes d'agricultures alternatives au modèle agricole, dit conventionnel, existent et leurs dynamiques d'émergence, de structuration et de développement dépendent étroitement des contextes sociaux, historiques et géographiques dans lesquels elles se déploient et qu'elles participent à transformer.

Comment prenons-nous en compte ces contextes spécifiques qui influent sur les dynamiques sociales agricoles étudiées ? Dans quelle mesure nos terrains d'étude (selon les conditions de recherche) nous permettent-ils de mettre à jour des régularités sociales alors que nous constatons une multitude de facteurs agissant ? Autrement dit, comment parvenir à (dis)cerner, hiérarchiser mais aussi articuler les facteurs d'influence qui expliquent les pratiques observées (tels que les modes d'organisation historique du milieu agricole, des intermédiaires professionnels et marchands, le degré et le volume de soutien apporté par les pouvoirs publics, associatifs, etc.) ? Et à quelle(s) échelle(s) doit-on les étudier ?

Ainsi, la prise en compte de ces multiples facteurs imbriqués pose question et invite à interroger non seulement la relation complexe qu'entretiennent ces alternatives, dont fait partie l'agriculture biologique, avec « leurs » contextes respectifs, mais aussi les dimensions méthodologiques et épistémologiques propres à nos approches disciplinaires.

Une pluralité d'agricultures, y compris biologiques

La tendance lourde de ces dernières décennies est à l'industrialisation de l'agriculture dans un nombre croissant de pays en même temps qu'à la constitution de marchés mondiaux des produits agro-alimentaires. Ces processus renvoient à une nouvelle étape de l'intégration du secteur agricole dans le système économique capitaliste. Loin d'être considérée unanimement comme un progrès ou même une nécessité pour « nourrir la planète », l'expansion de pratiques agricoles qualifiées par certains de « productivistes » suscitent de nombreuses critiques : au déclin massif du nombre d'exploitations agricoles et, par là-même, d'agriculteurs, à la « dévitalisation » des

campagnes qui en résulte, viennent s'ajouter pollutions multiples et crises sanitaires à répétition. En outre, un fossé toujours plus grand se creuse entre agriculture de firme et agriculture familiale (Hervieu et Purseigle, 2011).

Cependant, ces grandes tendances ne doivent pas cacher la diversité des agricultures qui coexistent, comme le soulignait récemment Pierre Besse : « *Traditionnelle, moderne, chimique, industrielle, conventionnelle, intensive, productiviste, vivrière, raisonnée, de substance, naturelle, écologique, paysanne, biodynamique, organique, biologique, organo-biologique...* Autant de qualificatifs pour tenter de singulariser des agricultures – sans compter les déclinaisons comme *agroécologie, permaculture, etc.* Comment s'y retrouver? » (Baqué, 2012, p. 43). Pluralité des agricultures, des agriculteurs aussi. Pluralité des enjeux, car les pratiques agricoles sont incontestablement devenues des questions de société, des enjeux de concurrence, de conflits, de rapports de force et de légitimité autour d'une question centrale : quelle agriculture et quelle alimentation voulons-nous pour demain ?

Le constat de la diversité des formes d'agriculture s'applique également au cas précis de l'agriculture biologique qui recouvre une pluralité de pratiques (Desclaux *et al.*, 2009). Autant de formes qui sont issues de combinaisons variées de déterminants (économique, politique, éthique, socioprofessionnel ou technique), construites au cours de trajectoires sociohistoriques, elles aussi très variables, allant des pionniers marginalisés de l'agriculture biologique des années 1960 aux récentes conversions partielles s'inscrivant dans les opportunités que ce nouveau segment de marché offre aux agriculteurs. Cette pluralité de formes d'investissement n'est pas sans susciter des débats et tensions au sein du champ socioprofessionnel. Les rapports de force qui le structurent se voient en effet, progressivement redéfinis à la faveur des nouveaux entrants dont les propriétés sociales et les intérêts sont loin d'être toujours accordés aux fondamentaux de l'agriculture biologique (Leroux, 2011). L'ouvrage dirigé par Philippe Baqué (2012) illustre bien, en les dénonçant, ces différentes formes de réappropriation de « la bio » par des agriculteurs conventionnels et autres acteurs capitalistes. Aussi, cette pluralité des formes de l'agriculture biologique participe d'une reconfiguration des mouvements (plus ou moins contestataires) et des pratiques du champ socioprofessionnel agrobiologique, créant des dynamiques de distinction, de contradiction et d'alliances entre divers « mondes culturels » (Beguin, 2004 ; Lahire, 2012). Mais les critiques et propositions alternatives à ces processus de « conventionnalisation » sont elles-mêmes diverses pour la simple raison que les pionniers et leurs filiations l'ont toujours été.

Historiquement, et dans le seul cas français, le label de l'agriculture biologique et les cahiers des charges qui lui ont été attachés depuis les années 1980¹, procèdent d'une unification partielle, et parfois un peu forcée, de plusieurs courants ou mouvances, dont certains perdurent encore aujourd'hui (Nature & Progrès, le Mouvement biodynamique). Sous couvert d'harmonisation des normes relevant d'une procédure marchande et réglementaire du marché unique (Piriou, 2002, p. 152), la constitution en 2009 d'un label européen va infléchir les niveaux d'exigences français renouvelés jusque-là. Elle a d'ailleurs eu comme effet de raviver certains de ces courants concomitants, du fait que les cahiers des charges européens sont considérés comme de réels « retours en arrière » par les mouvements les plus historiquement engagés dans la définition et l'application de ces pratiques agri-environnementales. Mais, illustrant la position contradictoire dans laquelle se situent les mouvements agrobiologiques (acceptant à la fois l'imposition de nouvelles normes à l'échelon européen mais défendant aussi ses exigences acquises, notamment concernant l'élevage), ces évolutions impulsent en parallèle des dynamiques qu'on pourrait qualifier de « réappropriations réglementaires ». Par exemple, en créant la marque « Bio Cohérence », la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), Biocoop et Bio Consom'acteurs ont ainsi engagé une dynamique pour mettre en place un nouveau label prenant en compte un ensemble d'enjeux transversaux de l'agrobiologie². Ces acteurs rajoutent ainsi, un nouvel avatar aux signes de qualité, mais se repositionnent en valorisant les critères écologiques et sociaux contre la dépossession provoquée par les processus d'institutionnalisation européenne.

La multiplication des manières de faire et de vivre « la bio » voit coexister des discours et des prises de positions exprimant des soucis de distinction. Ainsi, il est fréquent d'observer sur nos terrains respectifs des postures de défiance à l'encontre notamment de son label dominant (auquel est associé le dispositif économique-administratif de certification jugé trop contraignant), allant jusqu'aux insinuations, souvent caricaturales et mal informées, de « faux bio »,

1. La première reconnaissance d'un cahier des charges de l'agriculture biologique intervient en 1980 (loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980).

2. Bio Cohérence reprend le socle commun des cahiers des charges européens en y ajoutant un ensemble de règles supplémentaires, dans « une démarche de valeurs et d'amélioration continue » avec le retour aux principes des cahiers des charges français d'avant 2009, la nécessité que les produits estampillés agrobiologiques viennent de fermes 100 % agrobiologiques et que leur composition soit également 100 % issue d'ingrédients biologiques (et non de 95 % comme c'est le cas pour les cahiers des charges européens), etc. Cf. <http://www.biocoherence.fr/> (consulté le 17/01/2014)

tout en passant par l'aveu d'un intérêt certain suscité par son marché ou ses techniques innovantes... En raison de ce foisonnement d'appropriations (indiquant que l'agriculture biologique laisse rarement indifférent-e), l'expression « agriculture biologique » n'est pas toujours utilisée par les agriculteurs alors même que certaines pratiques agricoles peuvent être relativement proches de ce mode de production – un constat qui d'ailleurs n'est pas réservé au seul cas français. La définition de l'agriculture biologique est de ce fait un enjeu donnant lieu à des débats et confrontations entre agriculteurs, organisations agricoles et nombre d'autres acteurs individuels ou collectifs : consommateurs, associations, professionnels de la politique, experts, etc. C'est pourquoi, sans faire l'économie d'une réflexion sur les enjeux sociohistoriques qui entourent « sa », ou plutôt, « ses » définitions, les auteur-e-s de cet ouvrage ne chercheront pas à « définir » l'agriculture biologique, car cela reviendrait à trancher entre les différentes conceptions ou entre les différentes pratiques pouvant relever de cette catégorie.

Comprendre les dynamiques d'émergence, d'appropriation des agricultures biologiques par leur mise en contexte(s)

Selon nous, la diversité des dynamiques des agricultures biologiques est à relier aux différents contextes géographiques et historiques étudiés (Dumez, 2007). Comprendre à la fois ce qui provoque cette diversité et ce qui structure une forme d'agriculture biologique dans un cas particulier apparaît comme un objet pertinent et même nécessaire pour les sciences sociales : il n'est pas indifférent que certains événements se déroulent ici plutôt qu'ailleurs, il est par conséquent toujours délicat de généraliser sans contrôler les résultats d'un travail effectué à une époque particulière dans un lieu particulier (Passeron, 2006). En mettant l'accent sur la contextualisation des dynamiques de l'« agriculture biologique », des énoncés et des cas étudiés, notre démarche consiste à questionner les tenants et aboutissants des configurations *dans lesquelles et par lesquelles* nous construisons cet objet d'étude. Ainsi, l'objectif central de cet ouvrage est de chercher à comprendre les conditions sociales (dans leur double dimension spatiale et temporelle) de développement et d'exercice des agricultures biologiques, c'est-à-dire les modes d'émergence, de transmission, de circulation et plus encore d'appropriation de l'« agriculture biologique ». Les douze chapitres ont en commun de porter attention au *contexte* historique mais aussi géographique ou spatial des dynamiques de l'agriculture biologique.

Néanmoins, le contexte n'est pas conçu comme un cadre stable qui déterminerait mécaniquement les pratiques et les discours, bien que l'environnement socioéconomique constitue par exemple un faisceau de contraintes et de ressources ayant un poids certain. Le contexte est davantage entendu comme une configuration mouvante qui renvoie à un ensemble de relations qui s'établissent entre les acteurs, les enjeux, les contraintes et les ressources disponibles. Si l'on examine les pratiques, qu'elles soient productives, professionnelles ou autres, il s'agit de considérer les situations des acteurs comme quelque chose qui n'est ni un environnement figé, ni un cadre exclusif de détermination de ces pratiques, mais des éléments sociaux avec lesquels il faut compiler, faire sa place, s'organiser... (Mayen, 2004).

Il ne s'agit pas non plus de théoriser un processus général de diffusion de l'agriculture biologique « en tâche d'huile » sans expliquer les différences régionales, et surtout en oubliant le rôle actif des personnes, réseaux et organisations dans la « mise en travail » de cette diffusion. Quand bien même un phénomène semble, si ce n'est se généraliser, tout au moins se diffuser, circuler, gagner du terrain et de la légitimité, il reste toujours à saisir ce qui circule et se généralise au juste : des produits ? des pratiques ? des catégories d'action ? des arguments ? des significations ? une philosophie ? Car même si certains militent pour que l'« agriculture biologique » se diffuse et se développe tout en restant fidèle à elle-même, il faut bien constater qu'il n'y a pas, à proprement parler, d'adoption sans adaptation, ni de circulation sans dynamiques d'appropriation. Des dynamiques qui sont elles-mêmes inséparables de leurs conditions d'émergence et des enjeux qu'elles soulèvent, autrement dit, de leurs contextes de mise en œuvre. Quand certains acteurs y voient une dérive, une récupération, une conventionnalisation de l'agriculture biologique, d'autres y voient un développement de l'accès à des produits issus de l'agriculture biologique, ou bien encore l'inévitable produit des circonstances.

Cette contextualisation ne se réduit pas, enfin, à la prise en compte des conditions biophysiques ou écologiques ni à la seule prise en compte du « local » pour caractériser les dynamiques étudiées, ce qui reviendrait à revendiquer une forme de « localisme » qui, on le sait, a ses travers (Dupuis et Goodman, 2005). Dans cette perspective, nous avons choisi de prendre en considération les circulations, mobilités, réseaux transversaux mais aussi d'autres échelles (ou focales) d'analyse, telles que les échelles régionales, nationales, européennes et internationales. Nous prêtons aussi attention aux articulations et emboîtements entre ces différentes échelles car ce

que l'on nomme « local » peut être par exemple un lieu de rencontre entre des enjeux circonscrits et des directives européennes. De même, certaines décisions internationales peuvent être le résultat d'une montée en généralité de revendications issues d'une situation et d'un contexte local bien spécifiques. Ainsi, là aussi, loin de prendre ces échelles comme données *a priori*, des cadres figés qui contraignent mécaniquement l'action, il convient de les appréhender comme des configurations plus ou moins cristallisées de rapports sociaux, susceptibles par là même donc d'être faites et défaites au gré des rapports de force et des pratiques de subversion ou de contournements (Roger, 2008 ; Busca, 2002).

Trajectoires individuelles et collectives méritent donc d'être situées dans leurs contextes, c'est-à-dire dans ces configurations d'institutions, de ressources et de contraintes, d'opportunités et d'obstacles, dans lesquelles différents modes d'engagements s'articulent, se rencontrent, se confrontent et parfois se coordonnent. En d'autres termes, ce qui se joue relève de la possibilité de devenir agriculteur biologique et de le rester, de mettre en pratique et en avant telle ou telle manière de travailler, de participer à une organisation professionnelle ou réseau militant, de tisser des alliances avec d'autres catégories sociales, etc., bref de faire vivre « la bio » ici et maintenant, que ce soit comme pratique tenant lieu de repoussoir à l'agriculture conventionnelle, comme opportunité économique ou comme projet de vie alternative...

PLAN DE L'OUVRAGE

Les différentes contributions qui composent cet ouvrage ne portent pas sur les mêmes dynamiques, n'ont pas les mêmes centres d'intérêts, ni ne mobilisent les mêmes grilles d'analyse. Au-delà de cette diversité, toutes mettent en œuvre des études de cas empiriques, soutenues par des enquêtes de terrain et des analyses documentaires. La notion d'étude de cas est importante car, s'il nous a paru essentiel de souligner les spécificités des différentes situations analysées, il ne s'agit pas de juxtaposer des monographies et de s'enfermer dans la singularité de chaque situation. D'où l'ambition d'identifier dans chaque chapitre des « processus d'appropriation » autant que des « effets de contextes ». Ces chapitres sont d'ailleurs rassemblés en trois parties, chacune d'elles correspondant à une entrée privilégiée sur les processus étudiés : les dynamiques de construction des courants et organisations ; les trajectoires d'agriculteurs ; les relations tissées avec les non agriculteurs. Ce découpage n'a pas pour objet de séparer des types d'analyse, qui peuvent d'ailleurs se retrouver dans une même contribution.

Ainsi, la première partie de l'ouvrage vise à considérer la diversité des modes d'appropriation et dynamiques d'organisation des agricultures biologiques et leurs proches parentes (biodynamiques, agroécologiques, en permaculture, etc.). Les trois premiers chapitres se penchent plus particulièrement sur le cas français replacé dans une perspective historique. D'abord, en s'intéressant à la genèse et plus largement aux contextes historiques ponctuant les processus d'émergence de l'agrobiologie pour souligner comment l'histoire permet de mieux comprendre la structure actuelle de l'espace socio-professionnel agrobiologique sur un ensemble de territoires français (Chapitre 1, Benoît Leroux). Ensuite, en s'appuyant sur une cartographie des fermes pratiquant l'agriculture biologique en France métropolitaine, à l'aide de différents « répertoires de l'agriculture biologique » publiés dans les années 1980-90, qui révèle l'éclatement et les lignes de force du monde bio avant la certification officielle obligatoire de 1992 (Chapitre 2, Jean-Paul Robidel). Enfin, avec le cas de viticulteurs biologiques et biodynamiques en France, en explorant comment les agents de ces modes de production, alliant engagement politique et rationalité économique, parviennent à prendre leur place dans la compétition pour une redéfinition des appellations d'origine contrôlée dont l'efficacité en tant que modèle de qualité s'est largement effritée avec la mondialisation du marché des vins (Chapitre 3, Marie-France Garcia). Un dernier chapitre sort de ce cadre national pour examiner la manière dont le mouvement paysan international La Vía Campesina s'est engagé, depuis quelques années, dans la promotion et la diffusion de pratiques agricoles écologiques auprès de ses organisations membres, soulignant ainsi les difficultés et les dilemmes que posent la circulation transnationale et l'appropriation au plan local de pratiques agroécologiques elles-mêmes dépendantes des contextes particuliers dans lesquels elles ont pu être forgées (Chapitre 4, Delphine Thivet).

La deuxième partie de l'ouvrage est davantage centrée sur les agriculteurs et leurs trajectoires, afin de mettre en avant l'étroite dépendance entre leurs pratiques ainsi que leurs modes d'organisation et le contexte local dans lequel ils apprennent et exercent leur activité. D'abord, à partir de l'observation de plusieurs situations d'interaction apprenant/agriculteur bio-tuteur, Fanny Chrétien met en évidence la transversalité de quelques enjeux liés à l'installation et à l'insertion dans un monde professionnel composite. Ce chapitre aborde plus précisément comment des pratiques agrobiologiques spécifiques vécues au travers des relations tutorales et des dispositifs de transmission singuliers, sont appropriées et transformées par les jeunes agriculteurs (Chapitre 5, Fanny Chrétien). Mobilisant des

éléments issus d'une enquête comparative menée sur deux territoires d'élevage laitier de l'est de la France, ce chapitre interroge la notion de conversion à l'agriculture biologique, appréhendée comme un processus à la fois individuel – renvoyant au parcours personnel de l'agriculteur – et collectif – lié à des dynamiques socio-professionnelles localisées (Chapitre 6, André Blouet et Florence Hellec). Les deux chapitres suivants, consacrés au Brésil, explorent quant à eux les trajectoires de développement de l'agriculture biologique. Un premier travail réalisé sur un territoire situé en limite de la région métropolitaine de São Paulo analyse les trajectoires de développement de l'agriculture biologique en s'intéressant à la petite agriculture et au changement social. Il montre comment une dynamique de modernisation écologique a pu se mettre en œuvre, mettant à mal les projets plus alternatifs portés, localement, par différents acteurs de la militance sociale et agroécologique (Chapitre 7, Julien Blanc). Un second travail étudie le rôle joué par un organisme de certification biologique brésilien dans la structuration des trajectoires et des pratiques d'agriculteurs de la région métropolitaine de Belo Horizonte. À partir d'une présentation succincte des trois modalités de certification biologique qui régulent, au Brésil, la commercialisation en vente directe des produits issus de l'agriculture familiale au plan local, ce chapitre propose une réflexion sur l'une de ces modalités : la certification appelée Organisation de contrôle social (OCS) (Chapitre 8, Renata Souza-Seidl & Jean-Paul Billaud). Enfin, la troisième et dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux relations d'échange ou de concurrence, d'alliance ou de confrontation entre les agriculteurs et les non-agriculteurs qui interviennent d'une façon ou d'une autre dans le champ agricole et qui peuvent influencer sur ses dynamiques : habitants, « consommateurs » ou « mangeurs », individuels ou regroupés en associations, militants environnementaux, élus... Une première série de travaux se penche sur les modalités plurielles d'appropriation des AMAP en France, d'abord en interrogeant ce double paradoxe que constituent leur émergence en tant qu'associations pour le maintien de l'agriculture *paysanne* et non *biologique* et le fait que ces dispositifs représentent malgré tout un soutien important mais non clairement revendiqué de l'agriculture biologique en France (Chapitre 9, Fabrice Ripoll). Puis, en apportant quelques éléments de réponse sur les changements sociaux produits par les AMAP sur les discours et les pratiques des « amapiens » et plus largement sur le territoire où elles sont implantées (Chapitre 10, Michel Guiguen). Une deuxième série de travaux met en évidence comment des actions portées à l'échelle locale par une multiplicité d'acteurs – parmi lesquels des acteurs

non agricoles – peuvent contribuer à faire évoluer les pratiques agricoles. S'appuyant sur une étude de cas, une première enquête rend compte des dynamiques et des contradictions des politiques régionales d'accompagnement d'agriculture alternatives, dont l'agriculture biologique, dans un contexte de grande culture intensive (Chapitre 11, Michel Streith). L'enquête suivante montre comment ce type de politiques et les liens aux acteurs non-agricoles locaux peuvent favoriser l'ancrage territorial des céréaliers pour donner du sens et encourager des processus de transition vers des formes d'agriculture « écologisées » (Chapitre 12, Aurélie Cardona).

